

Il est temps que nous mettions fin à cette comédie où les sociétés multinationales sont représentées comme les gardiennes des intérêts des Canadiens. Elles défendent leurs propres intérêts, et gardons-nous bien de nous laisser duper par elles. Le moment est venu pour nous de nous charger seuls d'exploiter les ressources pétrolières du Canada. Ce n'est qu'ainsi que nous pourrions en garantir la production et l'exploration pour le bien des Canadiens et à des prix qui conviennent à l'économie du pays.

M. Bawden: Comme en Saskatchewan où rien ne se passe.

M. Nystrom: Monsieur le président, j'aimerais faire une ou deux autres remarques en réponse aux propos du député de Calgary-Sud. Il a affirmé que le Canada devait se préoccuper d'atteindre à l'autarcie. Je crois que c'est là un point très important. Les gens veulent savoir s'ils auront du gaz et du pétrole. En parcourant le Canada, on constate que c'est leur principale préoccupation.

Je conviens que nous devrions pouvoir subvenir à nos besoins et il y a deux façons d'y parvenir. L'un est de recourir à l'entreprise privée comme nous l'avons fait jusqu'ici par l'intermédiaire des sociétés multinationales—c'est la méthode que préconise le député, par le truchement des grandes entreprises, et qui crée ce régime grassement subventionné par le gouvernement depuis des années—et l'autre façon est de recourir à la régie d'État. Dans le premier cas, la plupart des profits réalisés par les sociétés multinationales sont réinvestis ailleurs dans le monde. Cette disposition leur donnera un autre 100 millions cette année, davantage l'an prochain et encore davantage dans les années à venir. Nous, de notre parti, prétendons que nous devrions établir une régie publique à l'instar d'autres pays. On peut embaucher les mêmes techniciens, les mêmes scientifiques, les mêmes économistes, mais l'entreprise appartient aux Canadiens.

● (1650)

J'ai été ravi de constater que le député de Calgary-Sud n'a tenté de réfuter aucun des arguments en faveur du contrôle étatique, tout en suggérant que les négociations avec les syndicats seraient plus difficiles pour une entreprise publique que pour une entreprise privée. Je ne pense pas que ce soit un argument solide. Je crois que les rapports avec les syndicats seront les mêmes, qu'il s'agisse d'une entreprise d'État ou d'une entreprise privée. Le gouvernement fédéral devrait montrer l'exemple quand il traite avec les syndicats. Je doute que cet argument serve à appuyer la thèse en faveur d'une entreprise publique. C'est une question capitale étant donné cette disposition de la loi et les centaines de millions de dollars dont bénéficient les sociétés pétrolières étrangères. Je doute que ce soit conforme au désir du contribuable.

M. Orlikow: Monsieur le président, je suis toujours confondu devant le terrible complexe d'infériorité qui afflige les députés, surtout ceux de l'opposition officielle. Si on regarde la situation des sociétés pétrolières internationales, on voit que dans presque tous les pays disposant de grandes réserves de pétrole, y compris les membres de l'OPEP, les gouvernements se sont assurés le contrôle de 75, 90 ou même 100 p. 100 du pétrole. Je pourrais énumérer tous ces pays, mais que ce soit le Venezuela, en Amérique du Sud, ou l'Iran...

M. Andre: Combien ont un gouvernement démocratique?

Droit fiscal

M. Orlikow: La question de savoir s'ils sont des démocraties n'a rien à voir avec le problème du contrôle des ressources pétrolières nationales. Au Venezuela, en Iran, en Irak ou en Arabie saoudite, ce sont les multinationales qui ont découvert le pétrole. Elles ont foré les puits, construit les raffineries et les pipelines, se contentant de verser des sommes insignifiantes aux pays concernés. Si ma mémoire est bonne, je crois que le shah d'Iran a déclaré que le pétrole que son pays exportait un temps lui rapportait 12 c. le baril.

La plupart de ces pays sont encore à l'époque féodale et comptent bien peu de spécialistes ou de techniciens hautement qualifiés; or, tous ces pays qui ne pouvaient, disait-on, se charger eux-mêmes du développement, ont pris possession du pétrole. Ils ont conclu avec les sociétés multinationales des accords pour la vente de ce pétrole. Celles-ci passent des contrats avec les pays producteurs et exportent le pétrole vers l'Europe de l'Ouest, l'Amérique du Nord et le Japon. Elles vivent toujours dans ces pays, elles n'ont pas déplacé leurs techniciens ou leurs experts parce qu'elles ont besoin de pétrole.

Grâce à la négociation, les sociétés multinationales en sont arrivées à un prix qu'elles peuvent accepter. Elles ont dit aux pays pétroliers que s'ils les dédommageaient, elles continueraient à faire des affaires; et c'est précisément ce qu'elles font. Mais lorsqu'il s'agit du Canada, un pays qui compte une foule de gens fort instruits, un pays doté d'écoles de génie qui, depuis 25 ans, ont formé des milliers d'ingénieurs, on nous annonce brusquement que le Canada ne peut imiter les pays producteurs de pétrole. J'ai bien plus confiance dans la compétence et la technique des Canadiens que les députés de l'opposition officielle. Lorsque les pays producteurs de pétrole peuvent prendre possession des ressources en pétrole et les exploiter ou passer des contrats avec les sociétés multinationales pour obtenir les services de leurs spécialistes contre du pétrole à un prix qu'elles peuvent accepter, je ne crois pas que nous ne puissions en faire autant. Je ne puis accepter un tel raisonnement.

Si nous acceptons cette proposition, nous reconnaissons en réalité que tout ce que nous avons fait depuis la fin de la deuxième guerre mondiale pour améliorer les connaissances et les compétences des Canadiens a été inutile. Nous avons dépensé des centaines de millions de dollars pour multiplier et agrandir les universités, les écoles techniques et les collèges communautaires. Des milliers de personnes qualifiées en sortent chaque année et, pourtant, l'opposition ramène toujours son argument inopportun, selon lequel nous n'avons pas le savoir-faire nous permettant de mettre en valeur nos propres ressources.

Le député de Calgary-Sud veut savoir d'où vient le capital. Ce ne sont pas les sociétés multinationales qui le fournissent. Le capital permettant d'exploiter les ressources pétrolières du pays vient de concessions fiscales et d'amortissements exorbitants que les Canadiens ont accordés aux sociétés pétrolières par l'intermédiaire de leurs gouvernements, conservateurs et libéraux. Je ne blâme pas les compagnies pétrolières d'essayer de bénéficier le plus possible de la situation. Quand elles se rendent compte que le pays est dirigé par des gens faciles à duper, elles s'arrangent pour retirer tous les avantages possibles. Nous avons les ressources et les capitaux voulus, selon moi, pour entreprendre la tâche nous-mêmes. Nous possédons les moyens techniques nécessaires, et s'ils nous font défaut, signons avec les compagnies pétrolières un contrat qu'elles pourront accepter et nous permettra à nous d'exploiter nos ressources comme l'ont fait les pays de l'OPEP.